



COMPTE-RENDU DU BUREAU

SAMEDI 21 MARS 2026

- Au CAO -

B.O. n° 2704

Présents :

Président	Gilles SEZIONALE
Président Délégué	Lazreg BENELHADJ
Secrétaire Générale	Dominique CUPILLARD
Trésorier	Bernard DALMON
Vice-présidents délégués	Jean-Luc MANAUDOU (en visio) Patrick PEREZ (en visio)
Vice-président(e)s	Bénédicte COMPOIS Christiane GUERIN (en visio) Joël PINEAU Virginie PORTAL Carine SOLLBERGER Alexandra VERGNES
Chargés de mission	Sylvie CAILLET Jean-Marc LANDAIS

Excusée :

Représentante des SHN	Louise GUILLET
-----------------------	----------------

Assistent :

Directeur Général	Laurent CIUBINI
Directeur Technique National	Denis AUGUIN
Directeur Technique National Adjoint	Florian BRUZZO
Directrice Technique Nationale Adjointe	Anne COZZOLINO
Responsable de la coordination des Instances	Magali TAPRET
Responsable Juridique	Antoine FONTAINE
Chargé de missions institutionnelles CFR	Sylvain PESTANA (en partie)

Dominique Cupillard procède à l'appel nominal.

En préambule, Gilles Sézionale fait un retour sur la rencontre avec la Ministre des Sports, Marina Ferrari, au cours de laquelle plusieurs thématiques stratégiques ont été abordées :

- ✓ La reprise en main par le Ministère de la partie ANS concernant le financement et le développement du sport.
- ✓ La demande officielle de la FFN pour devenir l'instance de référence sur l'ensemble des dispositifs et actions estivales.
- ✓ Un point sur les procédures relatives aux violences en cours impactant l'institution.
- ✓ Une présentation des enjeux financiers majeurs liés à l'organisation des championnats d'Europe.

Concernant l'état d'avancement des Championnats d'Europe, le Président réitère sa vigilance quant aux risques financiers qui pèsent encore sur l'organisation. Bien que certains points litigieux subsistent, il note une trajectoire encourageante vers l'équilibre budgétaire, qui demeure l'objectif prioritaire.

Il informe par ailleurs le Bureau que le problème avec E-Garden concernant le volet sponsoring est en passe d'être résolu.

Pour finir, il exprime ses préoccupations sur plusieurs facteurs critiques pour la pérennité du modèle fédéral :

- ✓ Crise du bénévolat : constat de vieillissement des bénévoles sans renouvellement générationnel suffisant.
- ✓ Mutation du modèle économique : nécessité de repenser le fonctionnement structurel des clubs, comités départementaux et ligues.
- ✓ Professionnalisation de la formation : nécessité d'accompagner les dirigeants et entraîneurs face à la complexité croissante de la gestion des structures.
- ✓ Contraintes budgétaires des collectivités : baisse marquée des subventions publiques (certaines ligues signalant des pertes allant jusqu'à 25 %).
- ✓ Responsabilité pénale et civile : inquiétude suite aux récents drames (accidents cardiaques, décès accidentel d'un enfant).

Pour finir, le Président exprime sa profonde gratitude aux équipes fédérales pour leur engagement exceptionnel et leur dévouement lors de l'organisation du Giant Open.

Denis Auguin et Laurent Ciubini s'associent chaleureusement à ces remerciements, soulignant la qualité du travail accompli collectivement.

1. Affaires Administratives

1.1 - Validation des procès-verbaux des cercles de compétence

▪ Conseil Consultatif des Clubs du 10 décembre 2025 et 5 février 2026 (en annexe)

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

▪ CC Outremer du 27 janvier 2026 (en annexe)

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

▪ CC Plongeon du 10 février 2026 (en annexe)

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

▪ CC Médical du 10 février 2026 (en annexe)

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

▪ CC Natation Estivale des 2 décembre 2025, 13 janvier 2026 et 10 février 2026 (en annexe)

Ces procès-verbaux sont validés par le Bureau.

▪ CC PSF du 22 janvier 2025 et 18 février 2026 (en annexe)

Ces procès-verbaux sont validés par le Bureau.

▪ CC Assemblée des Départements du 25 février 2026 (en annexe)

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

▪ CC Développement Durable du 3 mars 2026 (en annexe)

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

▪ CC Juges et Arbitres du 5 mars 2026 (en annexe)

Deux courriers sont soumis à la validation du Bureau concernant :

- ✓ La tenue officielle : passage au pantalon noir et chaussures noires pour tous les arbitres, juges et officiels lors des compétitions et manifestations placées sous l'égide de la Fédération Française de Natation à compter du 1er septembre 2026.

- ✓ La laïcité : rappel des principes de neutralité et de laïcité applicables aux arbitres, juges et officiels fédéraux, qui s'imposent aux officiels pendant l'exercice de leurs fonctions, dont l'interdiction des signes religieux.
- ✓ La tenue des athlètes : une note a été établie avec le Service Juridique et les personnes formées à la sensibilisation et à la prévention des violences dans le sport.

Christiane Guérin exprime sa désapprobation concernant l'obligation du port du pantalon noir et chaussures noires. Elle souligne notamment le risque de complexifier davantage le recrutement des officiels, déjà difficile en deçà du niveau régional, en ajoutant une contrainte vestimentaire supplémentaire.

Jean-Marc Landais précise que cette demande de changement de couleur émane directement du corps des officiels. Il rassure sur les modalités d'application : la tenue noire sera imposée qu'à compter de la saison 2026-2027. Une phase transitoire est prévue pour les compétitions de natation course de niveau départemental : pantalon et chaussures foncés seront admis.

Concernant la question de la laïcité, il précise qu'il s'agit avant tout de clore les débats en s'appuyant strictement sur les textes ministériels en vigueur.

Lazreg Benelhadj informe que la Ligue Île-de-France fait déjà signer une charte de laïcité de son côté. L'envoi de cette circulaire nationale permettra d'harmoniser la voix de la Fédération et de garantir une cohérence entre les échelons nationaux et régionaux.

L'envoi des deux communications et le procès-verbal sont validés par le Bureau.

1 vote contre les dispositions sur la tenue des officiels (Christiane Guérin).

▪ **CC Féminisation, lutte contre les discriminations et mixités du 12 février 2026 (en annexe)**

Le CC propose la diffusion d'une note de cadrage destinée à l'ensemble du corps arbitral et aux président(e)s de clubs. Cette note rappelle les standards attendus en matière d'accueil lors des compétitions, tant sur le plan organisationnel que comportemental :

- ✓ Objectifs : Garantir des conditions d'exercice satisfaisantes pour les arbitres et officielles féminines, notamment par la mise à disposition systématique de vestiaires dédiés et d'espaces adaptés.
- ✓ Comportements : Sensibiliser l'ensemble des acteurs aux comportements de respect et d'inclusion nécessaires au bord des bassins.

Jean-Marc Landais souligne que si cette problématique est particulièrement forte dans le secteur du Water-Polo, elle concerne également d'autres disciplines, comme la Natation Artistique. Ce courrier pourrait donc l'objet d'une déclinaison adaptée à l'ensemble des disciplines fédérales dans un second temps.

Le Bureau valide le procès-verbal du Cercle de Compétence ainsi que la diffusion de la circulaire relative à l'accueil des officielles.

▪ **CC Labellisation du 9 mars 2026 (en annexe)**

Ce procès-verbal est validé par le Bureau.

1.2 – Validation des feuilles de route des cercles de compétence (en annexe)

▪ **CC PSF / Labellisation**

Le Bureau valide la feuille de route du CC PSF / Labellisation.

▪ **CC Développement Durable**

Le Bureau valide la feuille de route du CC Développement Durable.

▪ **CC Eau Libre**

Le Bureau valide la feuille de route du CC Eau Libre.

Dominique Cupillard précise qu'à cette date, 22 feuilles de route sur 36 au total ont été reçues. Une relance a été adressée aux Présidents de Cercles de Compétence concernés par les documents manquants.

1.3 – Validation du processus de contractualisation

Sylvain Pestana présente les grandes orientations de la nouvelle contractualisation.

Le principe de la contractualisation a pour ambition de faciliter le développement cohérent de chaque ligue, grâce à un cadre et des moyens adaptés avec :

- ✓ La mise en place d'un groupe de travail pour créer une synergie des compétences fédérales (Elus, CTS, salariés) qui se veut être :
 - à l'écoute (diagnostic, prise en compte du contexte régional...),
 - force de proposition (toujours en collaboration avec la Ligue, l'idée n'est pas d'ingérer),
 - producteur de contenus.
- ✓ La mise à disposition d'une enveloppe FFN destinée à financer tout ou partie du projet Ligue selon sa pertinence par rapport au Projet Fédéral.
- ✓ La signature d'une convention incitative à deux volets pour :
 - assurer un plancher de développement commun à toutes les ligues (Volet 1)
 - tout en permettant à la ligue de se développer de manière spécifique (Volet 2)

Un Premier volet « socle Commun » inhérent aux prérogatives des ligues et visant à assurer un plancher de développement commun :

- ✓ Une convention pour définir des engagements réciproques de base de la Ligue avec la Fédération (Statuts et RI FFN, Statuts-types Ligues, Codir, Assemblée des CODEP...)
- ✓ Un socle de dispositions communes réparti en trois grandes parties : le socle « Administratif », le socle « Tête de réseau » et le socle « Sportif »
- ✓ Intégration dans le préambule et le règlement financier au prochain CODIR du principe que 25% de la part régionale allouée à chaque Ligue sera versée au prorata du respect de ce socle commun

Un deuxième volet pour accompagner le développement spécifique de la ligue (*version de travail*) :

- ✓ Campagne de diagnostic menée par la cellule « Accompagnement des territoires » et CC dans chaque Ligue pour remonter des informations précises (deuxième trimestre 2026)
- ✓ Configuration « corrective » : Si la Ligue ne remplit pas l'intégralité du socle de dispositions communes du premier volet, le deuxième volet aura pour objet d'accompagner en priorité la bonne mise en œuvre du socle commun
- ✓ Configuration « appel à projets » : Si la Ligue remplit l'intégralité du socle de dispositions communes, son ou ses projets de développement sont alors accompagnés pour approfondir ce socle commun (en cohérence avec le projet fédéral)
- ✓ Suivant l'importance de la configuration « corrective » et la volonté des dirigeants de respecter ces obligations, possibilité d'activer simultanément la configuration « appel à projets »
- ✓ La durée d'engagement de ce deuxième volet est à discuter mais peut être adaptée à chaque Ligue
- ✓ Soutien aux Ligues pour l'établissement d'un projet de développement sur son territoire qui s'inscrit pleinement dans le projet fédéral

La part régionale sera conditionnée au respect de l'intégralité du socle Commun :

25% de la part régionale allouée sera soumise au respect du socle commun (prise en compte de l'existant pour déterminer le barème sans compromettre l'équilibre financier des Ligues) :

- socle « Administratif » 20% (soit 5% de la part régionale totale)
- socle « Tête de réseau » 30% (soit 7,5% de la part régionale totale)
- socle « Sportif » 50% (soit 12,5% de la part régionale totale)

En cas de manquement au socle commun, la partie de la part régionale non attribuée est gelée et sera reversée au budget global du volet 2 de la contractualisation.

75% de la part régionale sera désormais versée automatiquement aux Ligues avec une régularisation chaque trimestre de la part manquante en fonction du respect du socle commun.

La part régionale de la saison 2026/2027 est la première à être conditionnée.

Les diagnostics :

- ✓ Un autodiagnostic via un formulaire sera à remplir par la ligue :
 - L'état de développement de la ligue (le nombre de licenciés global, par discipline, par habitant, leur progression, les revenus financiers le comparatif des départements, EPCI...)
 - Le sportif (les performances nationales, régionales, le niveau de structuration, ETR, organisation de compétitions)
 - Administration de la ligue (RH, Subvention, ERFAN)
 - Adhésion aux dispositifs PSF/Labellisation/Académie de la Natation, Référents Régionaux
- ✓ Rencontre avec un groupe de travail du CC pour mieux cerner les spécificités régionales :
 - Après études de l'autodiagnostic et discussions, quelles facilités ? difficultés ?
 - Sur quels dispositifs ? Quelle partie de la contractualisation ?
 - Quels axes de progression ? Amorcer une réflexion commune pour activer de manière optimale le volet 2 de la contractualisation

Le montant de l'enveloppe allouée à l'appel à projets :

- ✓ Pour 2026, mise au budget des projets actés (100 k€)
- ✓ D'ici 2027, l'objectif est que l'enveloppe s'élève à 400 k€

Le CODIR FFN détermine le montant de l'enveloppe allouée à la Ligue :

- ✓ En fonction de la pertinence du projet par rapport au Projet fédéral
- ✓ En fonction de l'état des finances de la Ligue

Les projets sont à réfléchir en cohérence avec l'emploi à venir de cadres fédéraux et les autres dispositifs existants (PSF, PST...).

L'ensemble des documents liés à ce nouveau système de contractualisation sera soumis à la validation électronique du Bureau le lundi 23 mars prochain.

Jean-Marc Landais s'interroge sur le calendrier du versement de la part régionale dans le cas du respect de l'intégralité du socle commun.

Sylvain Pestana répond que le reversement se fera pour la saison. L'année N-1 déterminera le montant de l'année 1. La part régionale gelée sera fléchée sur le respect du socle commun mais ne sera pas perdue.

Laurent Ciubini précise que la première année aura un caractère pédagogique, les urgences (Outre-mer, Plongeon) ayant déjà été traitées cette année.

L'ensemble des documents inhérents à ce nouveau système de contractualisation sera soumis à la validation électronique des membres du Bureau le lundi 23 mars prochain.

1.4 – Retour sur le rapport de l'Inspection Générale de l'Education, du Sport et de la Recherche

Laurent Ciubini présente les conclusions du rapport de l'IGESR, précisant que ce document interne n'a pas vocation à être rendu public.

Constats globaux : Contrairement au rapport de 2014, celui-ci ne comporte aucune recommandation spécifique. Il souligne de nombreux points positifs, notamment concernant la gouvernance de la Fédération, et ne relève aucun dysfonctionnement majeur.

Organisation et Bureau Exécutif : Le rapport formule quelques critiques sur l'organigramme, formulées toutefois durant une période de transition de la Direction Technique Nationale.

Christiane Guérin interroge sur l'opportunité d'inscrire le "Bureau Exécutif" (instance restreinte) dans les statuts fédéraux.

Laurent Ciubini précise que cet « Exécutif » est une instance de préparation des dossiers sans pouvoir décisionnel propre et dont la pérennisation reste à débattre. L'arbitrage sera prioritairement politique avant d'être juridique, même si le CC Juridique pourra être sollicité pour réflexion.

Secteur de la Formation : Suite aux commentaires du rapport suggérant un manque d'implication de la DTN dans la formation, Christiane Guérin exprime son désaccord, estimant que cela ne reflète pas la réalité du terrain.

Denis Auguin apporte un éclairage chronologique en rappelant que l'audit a été réalisé avant la mise en place de la nouvelle équipe DTN, à une période où la cellule formation rencontrait des difficultés. Le recrutement de Yann Callanquin en tant que responsable de la Formation va permettre d'engager la réorganisation structurelle nécessaire de ce secteur.

1.5 – Validation du circuit EDF AC

Laurent Ciubini présente le calendrier du circuit EDF Aqua Challenge pour la saison 2026. Un arbitrage est nécessaire concernant l'étape de Bordeaux (6 et 7 juin), qui entre en conflit de dates avec les Championnats de France. En contrepartie du maintien de cette date, il est acté que l'organisateur local prendra à sa charge les frais relatifs au chronométrage.

Le Bureau valide le circuit comprenant les 10 étapes suivantes :

- 6 et 7 juin – **Bordeaux**
- 5 au 7 juin et 13 au 14 juin – **Marseille**
- 25 au 26 juillet 2026 – **Quiberon**
- 9 août 2026 – **Paris**
- 15 août 2026 – **Annecy**
- 30 août 2026 – **Toulon**
- 5 au 6 septembre 2026 – **Six-Fours-les-Plages**
- 11 au 13 septembre 2026 – **La Ciotat**
- 20 septembre 2026 – **Nice**
- 26 septembre 2026 – **Antibes**

1.6 – Calendrier de la Coupe de France Eau Libre 2026 (en annexe)

Bénédict Compois présente le calendrier de la Coupe de France Eau Libre pour la saison 2026 :

- **Évolution du circuit :** le calendrier comporte 48 étapes pour 36 organisateurs, en recul par rapport à l'année dernière qui avait été exceptionnelle (notamment avec l'intégration des EDF AC) ; cela permet de revenir à un format assez "standard" d'une cinquantaine d'étapes.
- **Circuit Performance :** Le calendrier inclut 4 étapes spécifiques servant de support au nouveau "circuit performance", réparties entre les mois de mai et juillet.
- **Point de vigilance :** Il est à noter qu'une étape reste à pourvoir pour la fin du mois de septembre.

Le Bureau valide le calendrier de la Coupe de France Eau Libre 2026.

1.7 – Création d'un CC relatif à l'évaluation des risques

Laurent Ciubini rappelle la volonté de la Fédération de créer un nouveau cercle de compétences dédié à l'évaluation des risques, suite à deux événements tragiques récents : un arrêt cardiaque lors des championnats de France des maîtres à Bourg-en-Bresse et le décès accidentel d'un enfant de 3 ans à Toulon lors d'un cours de natation en club.

Les personnes souhaitant s'y associer sont invitées à se rapprocher de Dominique Cupillard ; l'objectif étant de débiter les travaux à compter de septembre 2026.

Bénédicte Compois informe que l'Eau Libre possède déjà un outil d'identification des risques sur les organisations.

Gilles Sézionale insiste sur la nécessité d'une meilleure sensibilisation des organisateurs de clubs, parfois inconscients des dangers.

Jean-Luc Manaudou estime effectivement qu'il ne faut pas marginaliser le fait que de nouveaux dirigeants organisent des événements sans en appréhender ni connaître tous les risques. Il est de la responsabilité de la Fédération d'établir un état des lieux exhaustif et de lister tous les risques.

Christiane Guérin souligne que le CC Maîtres impose désormais la présence d'un pompier réanimateur sur ses épreuves et insiste sur l'importance du respect de la Fréquence Maximale Instantanée (FMI).

Denis Auguin précise que le respect de la FMI est une responsabilité partagée avec les propriétaires d'équipements. Dans le cas où la FMI est dépassée, certaines mesures doivent être mises en place.

Patrick Perez estime que ces cas soulèvent effectivement des questions sur les préconisations et que le nouveau cercle d'évaluation des risques, qu'il appelle de ses vœux, ne doit pas se contenter d'éditer une liste d'obligations, permettant aux uns et aux autres de pouvoir s'exonérer d'une quelconque responsabilité, mais au contraire d'être en capacité d'analyser les faits pour établir de nouvelles directives.

Lazreg Benelhadj préconise la prudence pour ne pas engager indûment la responsabilité fédérale.

Gilles Sézionale reconnaît que le sujet est très complexe et qu'un cadrage et des rappels des règles sont nécessaires dans l'attente du résultat des enquêtes en cours.

Laurent Ciubini propose que le cercle de compétences Apprentissages soit saisi pour travailler spécifiquement sur la question des enfants de 3-4 ans.

Antoine Fontaine indique que le service juridique est régulièrement sollicité sur les arrêts cardiaques ; des outils pratiques et une amélioration des conventions d'organisation seront mis en place.

L'ensemble de ces remarques prises en compte, le Bureau valide le principe de création du Cercle de compétence relatif à l'évaluation des risques.

1.8 – Demande d'affiliation de Montpellier Sauvetage à la FFN – Avis défavorable de la ligue Occitanie

Conformément aux dispositions de l'article 30.3 du règlement intérieur de la FFN : "Si le dossier est incomplet, non conforme aux dispositions réglementaires fédérales ou qu'il a reçu un avis défavorable motivé de la ligue, le dossier sera examiné directement par le Bureau qui notifiera : les conditions sous lesquelles l'association pourrait se voir accorder l'affiliation ; ou la décision motivée de refus d'affiliation.", le dossier de demande d'affiliation de Montpellier Sauvetage à la FFN est soumis au bureau.

Avis défavorable de la Ligue Occitanie de Natation relatif à :

- l'objet statutaire de l'association ne mentionne pas les disciplines organisées par la FFN ;
- l'existence d'un ou plusieurs autres clubs affiliés sur la même commune ;
- l'accès dont dispose l'association sportive à un équipement aquatique pour organiser la pratique d'activités aquatiques (les créneaux prévisionnels des activités proposées ou les lignes d'eau dont bénéficie l'association).

Décision :

- **Le bureau décide de refuser l'affiliation à la FFN du club de Montpellier Sauvetage.**

En raison de leur appartenance à la Ligue Occitanie Bernard Dalmon et Alexandra Vergnes ne prennent pas part au vote.

*Conformément à l'article 11 du règlement intérieur de la FFN, la présente décision est susceptible d'un recours gracieux devant le comité directeur de la FFN.
Ce recours doit être formulé dans les 15 jours suivant la notification de la décision attaquée à l'attention du Comité directeur de la FFN via l'adresse juridique@ffnatation.fr.*

2. Affaires financières

2.1 – Point à date sur les licences

- ✓ 334 352 licences (- 2 721 licences par rapport à N-1, soit - 0,81 %)
- ✓ 11 324 licences en attente (+ 1200 licences par rapport à N-1)
- ✓ 9 062 licences migrations
- ✓ 7 802 616 € pour la part fédérale (+ 24,82 % par rapport à N-1)

Bernard Dalmon adressera dans les prochains jours à chaque président de ligue un tableau détaillé de l'état des licences.

Lazreg Benelhadj informe du déplacement en Ile-de-France de Cécile Hugonenq dans les clubs n'atteignant pas l'objectif de 100 % de licenciés afin de comprendre les freins et d'inciter à la régularisation.

2.2 – Retour sur l'intervention des CAC

- ✓ Mi-octobre 2025 : intervention intérimaire, validation des processus et compréhension des enjeux 2025, notamment les impacts de l'organisation des Championnats d'Europe 2026
- ✓ Mi-mars 2026 : intervention finale et justification de l'ensemble des comptes comptables
- ✓ Avant le Codir du 29 avril 2026 : validation des états financiers

Atterrissage 2025 :

- ✓ Au 21/03/2026, la FFN projette **un résultat positif de + 800 K€,** dont :
 - + 715K € de bascule des charges de personnel des salariés travaillant sur les CE 2026 sur l'exercice 2026
 - + 85K € de résultat positif sur le périmètre FFN « habituel »

Pour rappel :

- ✓ Le résultat sera définitif au 15/04/2026, date d'arrêt des licences 2025/2026
- ✓ Le budget 2026 est voté avec un déficit de - 750 K€
- ✓ Nous visons l'équilibre budgétaire sur les 2 années 2025 et 2026

Les CAC ont souligné la bonne préparation du dossier, la disponibilité de l'ensemble des interlocuteurs et la transparence dans les échanges.

Remarques :

- ✓ Une nette amélioration de la situation financière grâce aux efforts de tous les services et plus particulièrement du secteur sportif.
- ✓ Un gros décroché au niveau des licences, mais certaines choses viennent compenser ce décrochage.
- ✓ Un remplissage des événements à améliorer et pour lequel nous devons trouver des pistes.

3. Affaires sportives

3.1 – Point d'étape sur la visite des DRAJES

À ce jour, dix régions ont déjà été visitées :

- ✓ AURA
- ✓ Bourgogne Franche Comté
- ✓ Bretagne
- ✓ IDF
- ✓ PACA
- ✓ Centre Val de Loire
- ✓ Grand-Est
- ✓ Haut-de-France
- ✓ Normandie
- ✓ Occitanie

Le cycle de visites se poursuivra selon le planning suivant :

- ✓ Aquitaine le 2 avril 2026
- ✓ Pays de Loire le 9 avril 2026
- ✓ Corse le 17 avril en visio et le 29 mai 2026

Denis Auguin se félicite du climat constructif de ces échanges, notant une nette amélioration des relations avec les Ligues et les services de l'État sur l'ensemble du territoire (à l'exception des Hauts-de-France).

Un audit sera lancé dans toutes les régions pour recenser les piscines sous-utilisées, avec une attention particulière portée sur l'optimisation des créneaux horaires disponibles.

Anne Cozzolino confirme que ces rencontres renforcent la crédibilité et la position de la FFN auprès des DRAJES. Un bilan de synthèse complet sera établi et diffusé prochainement.

3.2 – Point d'avancement cellule Perf 32

Denis Auguin présente les travaux de la cellule PER32.

Cellule Détection Territoriale des Talents :

- Le cadre national des regroupements U13 est validé et présenté aux instances ; le déploiement départemental est engagé.
- Les outils de collecte et de restitution des données sont en construction avec le CSP.
- Lancement opérationnel des premiers regroupements en avril.
- Structuration U18 ligues en préparation pour septembre 2026.

Cellule PPF Accession :

- Le réseau des 40 structures est intégralement mobilisé ; l'animation territoriale et les visites sont engagées.
- Le dispositif d'évaluation des structures (impact territorial / accession / relève) est structuré et en phase de déploiement.
- La fiabilisation des données et l'accompagnement socio-professionnel constituent les points de vigilance prioritaires.

Cellule EDF Relève :

- La veille stratégique des performances 25 m / 50 m est active (COMEN, CEJ, U21) avec harmonisation des critères de sélection.
- Visio de présentation COMEN avec entraîneurs ciblés effectuée, les autres sélections en cours d'élaboration.
- L'organisation logistique des collectifs est engagée.
- Travaux en cours sur la compétition U21 et anticipation JOJ Dakar (selon décision CNOSF).

Cellule PDLT-A (Plan de Développement Long Terme de l'Athlète) :

- La structuration des attendus techniques en natation course et eau libre est finalisée dans une logique progressive et harmonisée.
- L'organisation des contenus Période 2 à Période 5 permet une lecture claire des fondamentaux, de la spécialisation et de la préparation à la compétition.
- Les travaux en cours visent à consolider le bloc « compétition » et à garantir la cohérence globale des référentiels.

Cellule PDLT-E (Plan de Développement Long Terme des Entraîneurs) :

- L'architecture du cadre est stabilisée et le plan d'action opérationnel est en cours de déploiement.
- Le questionnaire national entraîneurs est formalisé ; les entretiens et la phase de collecte vont structurer l'analyse.
- Objectif : publication du cadre en septembre 2026 et déclinaison d'outils 2026–2027.

Cellule Performance Féminine :

- Les contenus spécifiques sont intégrés aux travaux PDLT-A et aux référentiels techniques.
- Les actions opérationnelles (stage, séminaire CAF, questionnaires équipes A et Relève) sont engagées.
- Priorité 2026 : structuration du module formation initiale et déploiement d'une communication nationale consolidée.

Cellule Natation Manager – Les datas au service de la performance :

- La trajectoire projet est structurée en trois lots : mise en ligne des premiers tableaux par source de données (Lot 1), profilage complet des athlètes et cartographie des acteurs (Lot 2), puis exploration avancée et analyse prédictive des données (Lot 3).
- Les premières applications sont opérationnelles au sein du CSP ; le « mapping » des données PSQS, Extranat et Athlètes360 permet désormais une lecture consolidée et filtrée des profils.
- Les travaux prospectifs portent sur l'intégration inter-disciplines et le développement d'un outil conversationnel d'interrogation des bases de données, dans une logique d'aide à la décision stratégique.

Le Bureau félicite à l'unanimité le travail de la DTN sur la Cellule Perf 32.

3.3 – Séminaire autour du futur PPF du 4 au 7 mai prochain toutes disciplines

Dans le cadre de la révision en profondeur du PPF, un séminaire se tiendra du 4 au 7 mai prochain, dont une journée par discipline, au cours de laquelle les intervenants réfléchiront sur le futur PPF :

- 4 mai : Water-Polo
- 5 mai : Natation Artistique
- 6 mai : Natation Course et Eau Libre
- 7 mai : Plongeon

3.4 – Point sur le règlement des Interclubs

Denis Auguin fait part de la proposition du CC Natation Course et du service Juridique relative à la composition des équipes évoluant dans le championnat national des Interclubs Toutes Catégories dont la limitation des étrangers :

« Les interclubs sont réservés aux nageurs titulaires d'une licence compétiteur en cours de validité au sein d'un club affilié à la Fédération Française de Natation. Peuvent participer aux interclubs les nageurs justifiant d'une activité principale de compétition au sein de la Fédération Française de Natation. L'activité principale de compétition s'entend comme la présence, dans l'historique fédéral du nageur, d'une majorité* de performances réalisées lors de compétitions officielles organisées sur le ressort territorial de la Fédération Française de Natation du 17 novembre 2025 au 25 octobre 2026.

Par conséquent, ne peuvent participer aux interclubs les nageurs dont l'activité principale de compétition est exercée en dehors du ressort territorial de la Fédération Française de Natation. Les nageurs justifiant d'un rattachement antérieur à la Fédération Française de Natation, tels que les sportifs inscrits sur les listes ministérielles de haut niveau s'entraînant à l'étranger et les nageurs expatriés justifiant d'un départ temporaire ou définitif à l'étranger, peuvent toutefois participer.

Chaque club pourra engager :

- **deux nageurs ne justifiant pas d'une activité principale de compétition au sein de la Fédération Française de Natation ;**
- **deux nageurs inscrits sur les listes 2025 et 2026 des nageurs soumis aux droits de transfert, ayant été transférés entre le 1er janvier et le 15 novembre 2026.**

Toute situation manifestement contraire à l'esprit du présent règlement pourra être examinée par le Cercle de Compétences Natation Course, qui appréciera la réalité du rattachement sportif et de l'activité du nageur.

* La majorité s'entend comme plus de 50 % des performances enregistrées sur la période de référence. En l'absence totale d'activité de compétition sur ladite période, la condition tenant à la majorité est réputée satisfaite. »

Patrick Perez suggère d'appliquer une réflexion similaire sur les quotas pour la Coupe de France des Ligues (CFL) de Water-Polo.

Florian Bruzzo et Antoine Fontaine rappellent la nécessité de fixer des quotas proportionnés aux objectifs sportifs, tout en veillant à éviter toute discrimination, particulièrement pour les jeunes catégories (14-15 ans).

Gilles Séziane aborde la problématique des modalités de détection (CNAHN) en insistant sur le fait qu'il serait préférable que les cadres de la DTN se déplacent directement sur le terrain à la rencontre des nageurs, plutôt que d'imposer le déplacement systématique de ces derniers.

4. Point sur les organisations fédérales

Le bureau valide les organisations suivantes :

- ✓ Meeting de Plongeon des 21 et 22 mars 2026 à Strasbourg
- ✓ Championnats de France TC & Maîtres de Plongeon du 5 au 7 juin 2026 à Montreuil
- ✓ Championnats de France Open d'été 2027 à Poitiers (dates en attente)

A noter que deux lieux restent à pourvoir :

- ✓ Championnats de France Elite 25m du 22 au 25 octobre 2026
- ✓ Championnats de France U18 25m du 8 au 12 décembre 2026

Un nouvel appel à candidatures sera lancé dans la prochaine newsletter du Réseau Fédéral.

5. Calendrier institutionnel

- ✓ **Jeudi 16 avril 2026** : Bureau en présentiel de 11h à 13h et J-100 CE26 à 15h au Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis
- ✓ **Mercredi 29 avril 2026** : Comité Directeur à 14h en visioconférence

6. Questions diverses

Jean-Marc Landais fait remonter plusieurs points techniques et organisationnels :

- ✓ **Retour sur le Giant Open**
 - La gestion de la VAR par le prestataire VOGO est jugée satisfaisante, avec une installation efficace (deux écrans de 55" et un écran de review). Des précisions seront toutefois à apporter

dans les conventions d'organisation pour que les écrans 55" soient bien mis à disposition par l'organisateur.

○ Mise en place d'une caméra à chaque côté des départs (donc 2 caméras) pour juger les départs. Laurent Ciubini précise que ce dispositif s'inscrit dans une phase de test. Un quai de 6m a été mis en place mais tout n'est pas finalisé.

- ✓ **Championnats de France** : proposition d'intégrer systématiquement dans le jury de tête une cinquième personne en tant que « superviseur vidéo »
Le Bureau valide l'intégration d'un superviseur vidéo à la délégation fédérale.
- ✓ **Dispositifs de Départ Dos (DD)** : si ce sujet a été statué pour les Maîtres, à savoir que les organisateurs sont tenus dorénavant de fournir leurs propres dispositifs de DD, pour la Natation Course un état des lieux fait apparaître que 9 dispositifs de départ fédéraux nécessitent des réparations sur les 18 que la fédération possède.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17h00.

La Secrétaire Générale
Dominique CUPILLARD

Le Président
Gilles SEZIONALE